

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ARENY

Avenue de Mont-Louis, lieu-dit « Pla de Sallens »
66210 Les Angles

Réf : 2026-036-PR
Code AIOT : 0006601477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 sur la carrière à ciel ouvert de roches massives située au lieu-dit « Bac de la Devèse de Caramatx » sur le territoire de la commune PUYVALADOR et exploité par la société ARENY.

L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée afin de vérifier le respect de l'arrêté de suspension et de mise en demeure du 22/08/2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARENY
- Pla de la Devesas 66210 Puyvalador
- Code AIOT : 0006601477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation initiale de cette carrière située au lieu-dit : « Bac de la Devesa de Camaratx » sur la commune de Puyvalador, a été accordée par arrêté du 07/02/1980 pour une durée de 1 an,

autorisation qui a été prolongée par arrêté du 26/03/1981 pour une durée de 9 ans ; Il s'agissait de la reprise d'une ancienne carrière mise en exploitation lors de la construction du barrage de Puyvalador entre 1925 et 1932.

La société CABECAP, devenue société ARENY, a ensuite été autorisée par arrêté du 20/10/1989 à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2019) et une production maximale de 120.000 tonnes par an.

La superficie d'emprise de la carrière était de 6 ha (rectangle de 300 m par 200 m), mais la partie centrale du site qui correspond à une zone de failles n'était pas prévue d'être exploitée.

En 2013 la société ARENY a déposé une demande de renouvellement anticipé et extension afin de pouvoir raccorder les deux carreaux en exploitant la partie centrale et ainsi faciliter la poursuite de l'exploitation et permettre d'optimiser la gestion de la réserve en matériaux sur ce site. Cette demande prévoyait également d'étendre légèrement le périmètre jusqu'aux limites de la zone autorisée du POS.

Cette demande a abouti à l'arrêté d'autorisation du 21/02/2014 qui constitue l'acte administratif de référence. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14/10/2022 (ajout de prescriptions liées à la maîtrise des émissions de poussières) et du 01/12/2023 (modification des conditions d'exploitation et du phasage).

La surface d'emprise a été amenée à 9,4 ha dont 6,1 ha de surface utile pour l'extraction.

L'autorisation porte sur une durée de trente ans (soit jusqu'au 21/02/2044), un tonnage maximal de 148.500 t/an et une production moyenne de 120.000 t/an.

La méthode d'exploitation n'a pas changé et consiste en une exploitation à l'explosif en phase descendante par l'intermédiaire de gradins successifs.

Le gisement exploité est composé de 3 roches massives : granite, calcaire marmoréen et cornéenne ; il s'agit de roches métamorphisées – contact granite schiste.

Les terrains d'emprise appartiennent à la commune.

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics ou comme enrochements. La production moyenne de cette carrière est de l'ordre de 50.000 tonnes par an (moyenne sur 10 ans).

Aucune surface n'est imperméabilisée. La superficie d'extraction possible est réduite par :

- Le respect de la bande d'éloignement de 10 m par rapport à la limite d'emprise de la carrière ;
- La création d'un site de stockage pour les matériaux de découverte et de scalpage ;
- Les contraintes techniques d'adaptation tant à la géométrie de l'exploitation existante qu'aux recommandations de l'étude de stabilité réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées.

L'exploitation est arrêtée pour la période hivernale compte tenu des conditions météorologiques (environ de janvier à avril).

L'actionnariat de l'entreprise ARENY a été modifié en début 2020. La société ARENY est détenue à 100 % par la société DASSE TP, elle-même détenue à 100 % par la société TP 66.

L'exploitation se situe dans la deuxième phase quinquennale 2019-2024.

Modification de l'exploitation :

La méthode d'exploitation a été définie en 2012 sur la base d'une analyse structurale de la carrière et prévoyait le raccordement des 2 carreaux nord et sud, dans l'hypothèse qu'une roche exploitable était présente à une profondeur techniquement et économiquement exploitable sous le stérile stocké historiquement sur la zone de failles qui séparait les 2 gisements.

Lors d'un contrôle réalisé le 18/10/2016 l'inspection a constaté que le phasage d'exploitation n'était pas respecté et confirmé qu'un porter à connaissance devait être déposé afin de faire valider la modification du phasage.

En parallèle l'inspection a demandé l'intervention d'un géologue du Cerema sur cette carrière dans le cadre d'un appui à l'administration, compte tenu de l'identification de difficultés d'exploitation des fronts liées à la géologie particulière du site entraînant des risques d'instabilité.

Sur la base d'une note complémentaire produite par la société ARENY précisant la réorganisation envisagée de l'exploitation (note n° 17-NG-722-A du 26/07/17 rédigé par le bureau d'étude CRB Environnement), le CEREMA a rédigé l'avis technique du 30/08/17 validant les propositions sur la réorganisation de l'exploitation moyennant quelques observations à prendre en compte.

L'inspection a confirmé à l'exploitant la nécessité de déposer un porter à connaissance afin de faire valider les modifications des conditions d'exploitation. Ce porter à connaissance a finalement été déposé le 23/05/2023 après mise en demeure et a fait l'objet de l'arrêté complémentaire du 01/12/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'exploitation et du phasage	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Réalisation du bilan environnement annuel	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Réalisation de l'audit des prescriptions	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures d'évitement relatives à la gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2
3	Mesures de prévention des émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2
7	Mise à jour annuelle du plan d'exploitation et de remise en état	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats issus des fiches de contrôle montrent une remise en conformité globale du site depuis l'arrêté de suspension et de mise en demeure du 22/08/2025. L'exploitant a, dans l'ensemble, pris en

compte les demandes formulées et engagé des actions correctives concrètes, vérifiées lors de la visite d'inspection.

Les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales ont été traitées de manière satisfaisante : curage des fossés, remise en état et création de bassins de rétention, nettoyage des zones concernées et amélioration des écoulements. Les éléments transmis ne mettent pas en évidence d'impact environnemental majeur sur le milieu récepteur ni sur les espèces suivies.

Les mesures de prévention des poussières ont également été rétablies, avec reconstitution des réserves d'eau et engagement d'utiliser uniquement des équipements adaptés lors des campagnes de concassage.

Sur le plan administratif et du suivi environnemental, les documents attendus ont été produits, notamment le bilan annuel 2025 et la mise à jour du plan d'exploitation.

Quelques points restent toutefois à finaliser. Ils concernent principalement la clarification du phasage d'exploitation et, si nécessaire, la mise à jour de l'autorisation, la validation des moyens de défense incendie au regard des prescriptions ICPE, ainsi que la transmission de l'audit réglementaire des prescriptions du site.

Enfin, il convient de souligner que ces évolutions interviennent dans un contexte de reprise du site par une nouvelle équipe de l'entreprise ARENY, ce qui semble avoir permis une dynamique plus structurée de régularisation et de remise à niveau de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation et du phasage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, articles 2 & 5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation et du phasage
Prescription contrôlée : Article 2 L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : <ul style="list-style-type: none">• Respect des conditions d'exploitation et du phasage Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 8.1.8.4 & 8.1.8.5 [...] Article 5 Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de reconstituer la banquette du niveau 1424 m NGF (partie nord de la carrière), conformément au plan d'exploitation, afin d'assurer la stabilité de la carrière.
Constats : Par courrier du 20/10/2025 la société ARENY a adressé à la préfecture un mémoire en réponse à l'arrêté de mise en demeure conformément aux articles 4 et 6 du dit arrêté. Dans ce courrier l'exploitant précise avoir restauré les banquettes qui avait été exploitées sur le carreau nord, ce qui a permis de reconstituer le profil de la carrière défini en 2017 / 2023 et les pistes permettant d'accéder à la partie sud du gisement. L'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none">➤ avoir demandé un accompagnement au bureau d'étude NGEC qui a rédigé la demande d'autorisation de 2012 et le porter à connaissance de 2023 afin de les guider sur la conduite d'exploitation de ce site ;➤ que le bureau d'étude NGEC n'étant pas disponible fin 2025 et début 2026, la prestation est prévue sur le 2^e / 3^e trimestre 2026 ;➤ que dans l'attente et pour une durée de 2 ans, l'exploitation sera limitée à la partie supérieure du gisement sud conformément aux phasage d'exploitation en vigueur : phase 3 allant du 21/02/2024 au 20/02/2029. Cette situation a pu être vérifié lors de la visite de terrain. L'exploitant présente le plan d'exploitation prévisionnel pour 2026 prévoyant l'exploitation des banquettes 1456, 1441, 1434 au sud. L'inspection note un décalage des niveaux des banquettes par rapport au plan de phasage en vigueur prévoyant l'exploitation de la partie supérieure du gisement jusqu'aux limites d'exploitation avec des banquettes aux altitudes 1452, 1438, 1424 m NGF. L'exploitant explique que le niveau des banquettes a été recalé afin de respecter la hauteur de front de 15 m maxi par rapport au niveau haut du talus qui est à 1471 m NGF. Les demandes concernant le respect du phasage et la restitution des gradins de l'arrêté de suspension d'activité et de mise en demeure du 22/08/2025 sont considérées comme respectées. Demande formulée à la suite du constat : La société ARENY doit confirmer le plan de phasage d'exploitation de la carrière et le cas échéant déposer une demande de mise à jour de l'autorisation. L'aménagement de la verse 1470 m NGF au nord doit être finalisé et la verse végétalisée avec des espèces adaptées et de préférences locales et faire l'objet de plantations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures d'évitement relatives à la gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, articles 2 & 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement relatives à la gestion des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2</p> <p>L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect des mesures d'évitement relatives à la gestion des eaux pluviales, au regard de la présence du Desman des Pyrénées dans l'Aude s'écoulant en contrebas de la carrière <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 4.3.1, 4.3.2, 4.3.3 [...]</p> <p>Article 5</p> <p>Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de restituer les ouvrages permettant la décantation des eaux pluviales et de nettoyer la plateforme de transit et le fossé longeant la RD32 afin d'évacuer les matériaux fin qui se sont accumulés ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le courrier du 20/10/2025 adressé par la société ARENY à la préfecture en réponse à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant confirme avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ recalibré le fossé le long de la piste principale d'accès au carreau nord de la carrière, afin d'éviter qu'en cas de forte pluie les matériaux soient entraînés vers l'extérieur du site sans passer par les bassin de rétention ; ➤ nettoyé la plate-forme de stockage des matériaux au pied de la carrière ; ➤ curé l'ensemble des fossés à l'intérieur du site et purgé les réseaux enterrés ; ➤ créé un nouveau bassin de rétention et remis en état les 2 bassins existants ; ➤ purgé le fossé situé à l'extérieur du site le long de la route départementale (RD118). <p>Cette situation a pu être vérifié lors de la visite de terrain.</p> <p>Par ailleurs la société ARENY a transmis le rapport de suivi des populations de Desman des Pyrénées par la fédération Aude Claire pour l'année 2025. Ce rapport conclut que « la présence de la carrière de Puyvalador et son exploitation actuelle n'apparaissent pas avoir d'impact majeur sur les individus présents sur la station « DES PUY » quelle que soit l'espèce (Desman des Pyrénées, Musaraigne aquatique, Campagnol amphibie, cingle plongeur et Loutre d'Europe) ».</p> <p>Les demandes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le respect des mesures d'évitement relatives à la gestion des eaux pluviales, au regard de la présence du Desman des Pyrénées, ➤ la restitution des ouvrages permettant la décantation des eaux pluviales et le nettoyage de la plateforme de transit et le fossé longeant la RD32 , <p>de l'arrêté de suspension d'activité et de mise en demeure du 22/08/2025 sont considérées comme respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de prévention des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de prévention des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• Respect des mesures de prévention des émissions de poussières Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 3.1.5 [...]
Constats : Dans le courrier du 20/10/2025 adressé par la société ARENY à la préfecture en réponse à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant confirme avoir reconstitué le dispositif afin d'assurer les réserves d'eau permettant de limiter les émissions de poussières notamment pendant les campagnes de concassage. Plus précisément ce dispositif est constitué par une première cuve positionnée au niveau 1434, alimentée par une source captée en amont de la carrière et une deuxième cuve en série positionnée au niveau 1400, à proximité du carreau nord de la carrière où se positionne le concasseur mobile. L'exploitant présente le plan des réseaux qui permet de visualiser ces équipements. Le jour de la visite l'inspection a pu constater la présence du concasseur mobile primaire sur le carreau de la carrière (niveau 1400 m), qui n'est pas équipé d'un dispositif de pulvérisation d'eau. L'exploitant précise que les poussières sont principalement générées par le concasseur secondaire et ce dernier est apporté par un prestataire externe et est équipé d'un dispositif permettant de pulvériser un brouillard d'eau sur les matériaux. L'inspection rappelle les obligations concernant la maîtrise des émissions de poussières ; les moyens doivent couvrir l'ensemble du processus ; si nécessaire le concasseur primaire devra être équipé d'un dispositif de pulvérisation. Les demandes concernant le respect des mesures de prévention des émissions de poussières de l'arrêté de suspension d'activité sont considérées comme respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• Respect des autres mesures ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage lors de l'inspection du 25/06/2025 :<ul style="list-style-type: none">◦ mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 7.4.4 [...]
Constats : Dans le courrier du 20/10/2025 adressé par la société ARENY à la préfecture en réponse à l'arrêté

de mise en demeure, l'exploitant confirme avoir dégagé l'accès à la réserve incendie et la vanne permettant le raccord pompier.

Cette réserve de 30 m³ est alimentée par la source captée sur la carrière. Le remplissage est facilement contrôlé par refoulement d'eau au niveau du trop plein de la citerne.

Concernant la capacité de la réserve incendie fixée à 120 m³ à l'article 74.4 de l'arrêté d'autorisation du 21/02/2014, l'exploitant présente le courrier du 09/11/2016 du SDIS concernant un avis émis à la demande de la commune de Puyvalador sur la défense extérieure de la carrière de Puyvalador contre l'incendie.

Le SDIS préconise une réserve minimale de 30 m³ aménagée avec une vanne 1/4 de tour et un demi-raccord pompier.

L'exploitant précise que :

- la réserve incendie de 30 m³ munie d'un raccord pompier a été positionnée sur la plateforme de stockage inférieure en accord avec l'avis du SDIS ;
- la carrière ne présente pas de risque important vis à vis de l'incendie et en particulier l'installation de traitement mobile est positionnée lors des campagnes de concassage sur le carreau de la carrière qui est éloignée de zone sensible au risque d'incendie ;
- la réserve d'eau utilisée pour abattre les poussières du concasseur est également munie d'un raccord pompier et peut être utilisée en cas de besoin.

L'inspection note que la réserve incendie de 30 m³ est uniquement accessible depuis la route départementale RD118 en contre-bas du site et qu'elle n'est pas facile d'accès en cas de besoin pour la défense d'incendie du site. L'exploitant précise qu'il aménagera un accès à cette réserve via la plateforme de stockage de matériaux de la carrière.

Demande formulée à la suite du constat :

L'exploitant doit faire valider les moyens d'incendie présent sur la carrière par le SDIS au regard des obligations de la réglementation ICPE puis le cas échéant adresser à la préfecture une demande de modification des prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Réalisation du bilan environnement annuel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation du bilan environnement annuel

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...]

- Respect des autres mesures ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage lors de l'inspection du 25/06/2025 :
 - [...]
 - réalisation du bilan environnement annuelRéférence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 9.2.3 [...]

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport de synthèse concernant la

sécurité et l'environnement sur la carrière de Puyvalador pour l'année 2025 ainsi que la mise à jour du plan d'exploitation daté du 10/03/2026.

Ce rapport présente :

- la situation administrative de la carrière,
- l'activité de l'année, les travaux réalisés, les moyens mis en œuvre, la campagne de tir, les aménagements particuliers, la situation par rapport au phasage,
- les contrôles (visite DREAL, de l'organisme de prévention PREVENCEM
- les indicateurs de suivi (émissions de poussières, rejets aqueux, niveau sonore, vibration)
- en annexe rapport prevencem, rapport suivi du Desman...

La demande concernant la réalisation du bilan environnement de l'arrêté de suspension d'activité est considérée comme respectée.

Demande formulée à la suite du constat :

Le chapitre « indicateurs de suivi » du bilan doit être complété afin de rappeler les obligations de surveillance définies dans l'arrêté d'autorisation, les dates du dernier et prochain contrôle ainsi que l'historique des résultats.

Le bilan 2026 portant sur l'année 2025 doit être complété en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Réalisation de l'audit des prescriptions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation de l'audit des prescriptions

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...]

- Respect des autres mesures ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage lors de l'inspection du 25/06/2025 : [...]
 - réalisation de l'audit des prescriptions et justification de la mise en œuvre des mesures correctives éventuelles
- Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 9.2.4 [...]

Constats :

Dans le courrier du 20/10/2025 adressé par la société ARENY à la préfecture en réponse à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant confirme avoir confié la réalisation de l'audit des prescriptions à la société PREVENCEM.

Cette prestation n'a pas été réalisée faute de disponibilité des bureaux d'étude. L'exploitant confirme qu'elle est programmée sur 2026.

Demande formulée à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'audit de vérification des prescriptions de l'arrêté d'autorisation prenant en compte les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

Cet audit doit comprendre un tableau synthétisant les écarts relevés et précisant les échéances de

mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Mise à jour annuelle du plan d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour annuelle du plan d'exploitation et de remise en état

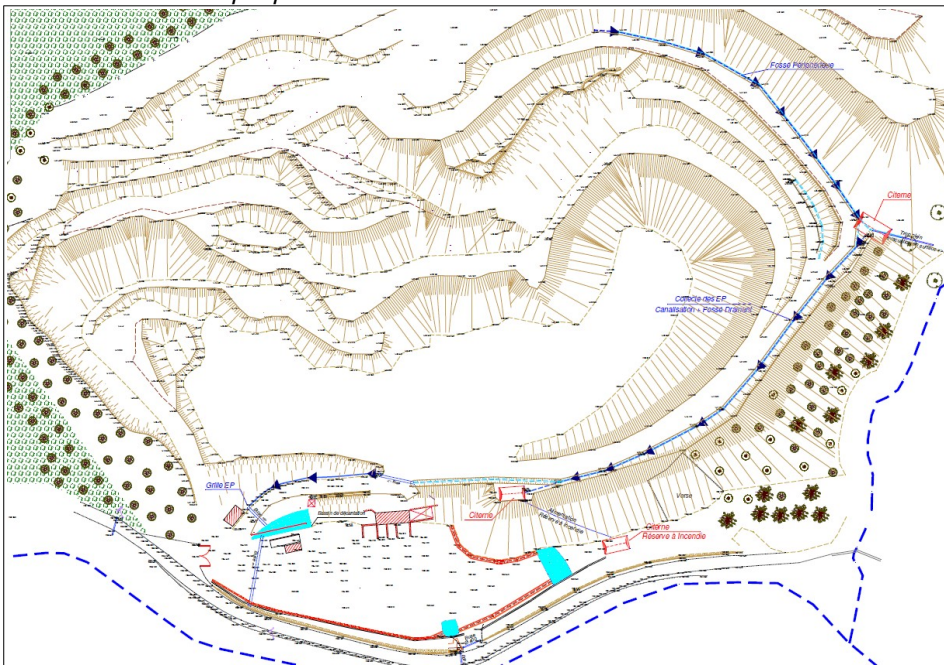
Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est suspendue jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et rappelées ci-après : [...]

- Respect des autres mesures ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage lors de l'inspection du 25/06/2025 : [...]
 - Mise à jour annuelle du plan d'exploitation et de remise en état
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2014 article : 9.2.2.

Constats :

Cf point de contrôle n°5 : en préparation de l'inspection l'exploitant a transmis la mise à jour du plan d'exploitation daté du 10/03/2026.



La demande concernant la mise à jour du plan d'exploitation de l'arrêté de suspension d'activité est considérée comme respectée.

L'inspection rappelle toutefois que le plan doit faire apparaître :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ;
- les abords dans un rayon de 200 m ;
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain avec repérage de la borne nivelée ;

Par ailleurs le plan doit permettre de visualiser les parties en cours d'exploitation et l'emprise des zones remises en état.

Le plan doit être complété avec les informations manquantes.

Type de suites proposées : Sans suite